



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE
Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités



Capacités afrique

N° 12

www.acbf-pact.org/fr

**LES THINK TANKS :
CLÉ DU DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL EN AFRIQUE**

**Il est temps pour la révolution
des compétences en Afrique**



AU SOMMAIRE

4 Les Think tanks : Clé du développement industriel en Afrique



Une section des participants au 4^e Sommet des Think Tanks Africains écoute attentivement les présentations des experts

3 Édito : De notre secrétaire exécutif

6 Il est temps pour la révolution des compétences en Afrique

8 Élargir et approfondir notre travail en Afrique

14 Nouvelles publications : les rapports de l'ACBF sur les CER, le secteur du thé au Kenya

15 Transforming Agribusiness, Trade and Leadership: A Capacity Needs Assessment of the Tea Value Chain in Kenya



Capacités africaine

Détecteur de Publication :
Pr. Emmanuel Nnadozie

Supervision :
Bakary Kone

Rédacteur en chef :
Abel Akara Ticha

Les contributions de tous les départements de l'ACBF ont été chapeautées par :

Grace Kaimila-Kanjo,
Thomas Munthali (Phd),
Roger Atindehou (Phd),
Shupikayi Chimhini,
Folasade Ayonrinde (Phd),
Edwin Moses Owour

Collaborateurs :

Baffour Ankomah
Tsitsi Amanda Mtetwa
Tsitsi Chakonza
Tendai Materoke
Aku Burawudi
Blaise Kiwanuka
Patience Yakobe

ÉDITO

de notre Secrétaire exécutif



Pr. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire exécutif de l'ACBF

Photo: Elizabeth Ankomah

produits primaires pour l'industrialisation en ajoutant de la valeur à ses matières premières « souples » (essentiellement agricoles) et « dures » (essentiellement minérales) et en développant des liens en amont et en aval avec le secteur primaire.

Les avantages liés à l'emploi et au revenu permettront d'approfondir les structures industrielles des pays, de diversifier et d'étendre leurs capacités technologiques. Ceci est au cœur de notre campagne, avec nos partenaires, en vue de la transformation structurelle de l'Afrique.

Mais comment l'Afrique peut-elle s'industrialiser et réaliser une transformation structurelle, quand il est dépourvu des compétences pour le faire ? Notre recherche est claire : l'Afrique est occupée à recruter plus de 80% des diplômés en sciences humaines et sociales dans le monde d'aujourd'hui, ce qui exige des compétences techniques essentielles en science, technologie, ingénierie et mathématiques. Par conséquent, nous compliquons une situation où les compétences critiques sont insuffisantes et les diplômés sont sans emploi.

Il est donc temps de s'attaquer rapidement au décalage entre les programmes de formation éducative et les besoins de développement de l'Afrique. Dans chaque pays, des dialogues tripartites entre le gouvernement, les universités et l'industrie joueront un rôle clé dans la réforme de l'éducation de base et de l'enseignement supérieur afin de produire le réservoir de compétences que le programme de transformation exige. Le gouvernement devra prendre l'initiative, avec l'aide indispensable des think tanks, de fournir des cadres politiques durables pour que cela fonctionne. L'Afrique compte plus de 700 think tanks, parmi lesquels l'ACBF en a soutenu stratégiquement plusieurs. Leur travail extraordinaire doit être repris et utilisé par les décideurs. Ils ont besoin d'un appui supplémentaire pour les rendre encore plus productifs. L'ACBF a l'avantage unique de coordonner de telles actions, comme elle l'a fait magistralement depuis plus de 26 ans.

Ces questions de développement importantes et d'autres sont les questions que nous vous ouvrons dans les pages qui suivent.

Bonne lecture. ●

Il est temps d'adopter des tactiques d'industrialisation plus audacieuses en Afrique

Cher lecteur,

Bienvenue à la 12^e édition de Capacités Afrique, qui appelle à des actions urgentes pour intensifier l'industrialisation de l'Afrique tout en exploitant le rôle des think tanks. Elle appelle également à une révolution des compétences pour propulser la transformation économique sur le continent. Les deux sujets se rejoignent naturellement lorsque nous réfléchissons au programme de transformation de l'Afrique.

De recherches de votre Fondation, l'ACBF, basées sur des preuves, ont démontré à maintes reprises que l'industrialisation est la principale voie par laquelle l'Afrique parviendra à son propre développement et réalisera les aspirations de l'Agenda 2063. Malheureusement, la réalité sur le terrain est un continent sous-industrialisé, malgré des stratégies industrielles bien exprimées aux niveaux continental, régional et national. Par exemple, la valeur ajoutée manufacturière de l'Afrique (VAM) en pourcentage du PIB est passée de 16,6% en 1980 à 12,7% en 2009 puis à 10,5% en 2016, soit une régression de 6,1 points de pourcentage. En revanche, en 2016, les pays en développement d'Asie avaient

une VAM moyenne de 26% de leur PIB, tandis que ceux d'Amérique latine avaient une VAM moyenne de 13%.

Il ne fait aucun doute que les pays africains ne peuvent pas se transformer s'ils continuent à se concentrer sur la production et l'exportation de produits de base. Le simple fait de récolter et d'exporter des matières premières pour des loyers bas, avec une trop forte concentration sur les services administratifs légués par un projet colonial complexe, ne suffit clairement pas à engendrer une croissance économique forte et généralisée associée à des emplois décents, à l'autonomisation économique et à la transformation structurelle. L'Afrique doit se mobiliser et tirer parti de ses



S.E. Thierry Tanoh, le ministre ivoirien du pétrole, de l'énergie et du développement des énergies renouvelables, qui a suppléé pour son collègue, le ministre de l'Industrie et des Mines, S.E. Jean-Claude Brou, a exhorté l'Afrique à faire davantage d'efforts dans la mise en œuvre de politiques industrielles efficaces pour améliorer concrètement son intégration.

Les Think tanks : Clé du développement industriel en Afrique

Le 4^e Sommet des think tanks africains s'est achevé par des appels clairs à soutenir les think tanks pour aider les États à changer la donne dans le développement

Atteindre une croissance économique partagée et soutenue en Afrique, en particulier grâce à l'industrialisation fondée sur les ressources, ne sera qu'un rêve si les États n'y donnent pas leur appui et ne prennent pas de mesures basées sur des preuves présentées par un grand nombre des 700 think tanks établis sur le continent. C'était l'un des principaux appels à l'action du 4^e Sommet des Think Tanks africains organisé par la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique en avril 2017.

Etant réunis dans le contexte de la fin du super cycle des matières premières qui a exposé les pays africains extrêmement dépendants de la collecte des rentes de la vente des ressources naturelles et des matières premières à des chocs économiques considérables, les participants au Sommet venus de toute l'Afrique ont déclaré que « l'un des principaux domaines d'intervention des think tanks [africains] consiste à concevoir et conseiller sur les politiques publiques visant à promouvoir l'industrialisation des

activités et intérêts du secteur privé afin d'appuyer le développement industriel privé et une croissance économique soutenue. »

Ils ont exhorté les gouvernements africains, considérés comme les principaux bénéficiaires du travail effectué par les think tanks, à travailler avec des think tanks et des institutions de renforcement des capacités africaines, au premier rang desquels l'ACBF, à aller au-delà de l'investissement dans l'industrialisation et à se concentrer sur l'expansion des compétences et des

capacités humaines pour catalyser le processus de développement au sens large.

À diverses étapes au cours des 3 jours de remue-méninges intense et d'échange d'idées, les membres du gouvernement de la Côte d'Ivoire ainsi que les chefs d'institutions et de think tanks ont revisité l'importance de l'industrialisation et les processus pour y parvenir en Afrique.

Pour le ministre ivoirien de l'Industrie et des Mines, S.E. M. Jean-Claude BROU, représenté par son collègue du Ministère du Pétrole, Énergie et Développement des Énergies Renouvelables, S.E. M. Thierry Tanoh, l'appel à l'industrialisation de l'Afrique « garantit la détermination et l'engagement de toutes les parties prenantes » notamment les think tanks, les gouvernements et le secteur privé.

« L'Afrique a urgemment besoin de mettre en œuvre des politiques industrielles efficaces pour améliorer concrètement son intégration dans les chaînes de valeur mondiales »,

a-t-il déclaré.

« En effet, le continent africain doit aller plus loin dans la transformation endogène de ses ressources agricoles et minérales pour assurer son développement économique et social », a-t-il poursuivi.

Mais comment le continent peut-il arriver à une telle transformation alors « qu'il existe des preuves montrant qu'en Afrique, le secteur manufacturier représente environ 8,3% de la main-d'œuvre, ce qui est bien inférieur à la contribution des pays manufacturiers en développement qui ont atteint leur apogée » a déclaré Pr. Emmanuel Nnadozie, Secrétaire exécutif de l'ACBF, au Sommet.

« Cela montre que le rythme d'industrialisation sur le continent demeure lent », a-t-il affirmé, ajoutant que « dans ce cadre et compte tenu des nouvelles évolutions, les 700 think tanks identifiés en Afrique peuvent et doivent jouer un rôle critique en tant qu'organisations établies pour et capables

de réflexion à long terme et être proactives en fournissant les idées requises pour la transformation de l'Afrique. » Il a déclaré clairement que l'Afrique a besoin de l'expertise des think tanks maintenant plus que jamais pour être en mesure de réaliser son programme de transformation.

En clôturant le Sommet au nom du Pr. Ramata Ly-Bakayoko, le ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, son représentant le Pr. Jean Sylvain Bonny, a déclaré que son pays avait pris note des recommandations pertinentes de la réunion et qu'il prendrait les mesures nécessaires pour contribuer à créer en Côte d'Ivoire un secteur manufacturier plus compétitif et une croissance inclusive. Il a remercié l'ACBF, ses partenaires et les think tanks, notant que les propositions du sommet constituent une situation gagnant-gagnant pour les gouvernements africains et ces institutions de recherche. ●



Pr. Jean Sylvain Bonny, qui représentait le ministre ivoirien de l'éducation et de la recherche scientifique, Pr. Ramata Ly-Bakayoko, a clôturé le Sommet des Think Tanks en promettant que son pays profiterait des recommandations du Sommet et construirait un secteur manufacturier plus compétitif

IL EST TEMPS DE TIRER PARTI DU POTENTIEL DE LA POPULATION ACTIVE DE L'AFRIQUE POUR STIMULER LA TRANSFORMATION DU CONTINENT



Il est temps pour une révolution des compétences en Afrique

Une révolution des compétences africaines est en perspective ! L'ACBF et la Commission de l'Union africaine (CUA) sont des idées novatrices pour aider les États africains à rééquiper de toute urgence leurs jeunes en compétences qui leur permettront d'orienter le continent vers sa transformation si nécessaire.

Les graines d'une telle révolution ont été semées en juin, lors de la première réunion officielle entre le Secrétaire exécutif de l'ACBF, le Professeur Emmanuel Nnadozie et le Président de la CUA S.E. Moussa

Faki Mahamat, suite à l'élection de ce dernier à cette position plus tôt dans l'année.

Lors de cette première rencontre officielle entre les deux personnalités, le chef de la CUA était lucide quant au rôle indispensable du renforcement des capacités dans le processus de réforme en cours de l'UA.

“Nous avons besoin de la capacité appropriée, pour faire les progrès requis sur cette question vitale pour l'Union”, a déclaré S.E. Faki Mahamat au chef de l'ACBF, il a demandé à la Fondation de

jouer un rôle clé pour faire avancer le processus de réforme tant au niveau de l'Union africaine que de sa Commission.

Le président de la CUA a reconnu le travail formidable accompli par l'ACBF sur le continent et fait écho à la centralité du renforcement des capacités dans le contexte de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 pour la transformation de l'Afrique.

Les deux chefs d'institutions ont convenu que l'Afrique n'avait d'autre choix que de poursuivre résolument son programme de

transformation. À cet égard, ils ont convenu de travailler ensemble pour lancer un programme de révolution des compétences impliquant en particulier la jeunesse dynamique du continent, étant donné que les jeunes d'Afrique sont les principaux attributs du dividende démographique du continent.

IL. Faki Mahamat et Pr. Nnadozie était clair que des ressources considérables étaient nécessaires pour poursuivre la révolution des compétences et des programmes plus larges pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles en Afrique. À cette fin, leurs organisations uniraient leurs forces pour

mobiliser des ressources avec des partenaires traditionnels et des partenaires relativement nouveaux comme la Chine.

La réunion a eu lieu dans un nouveau contexte de relations entre la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) et la Commission de l'Union Africaine (CUA) suite à l'approbation de la Fondation par les dirigeants du continent en tant qu'Agence Africaine pour le Renforcement des capacités.

Il a permis au chef de l'ACBF de rappeler les points forts des relations de travail fructueuses entre la Fondation et la Commission depuis plus de 25 ans. Le partenar-

iat a vu l'ACBF fournir un financement et un soutien stratégique pour renforcer le renforcement des capacités afin de soutenir les programmes de la CUA et de l'UA. Par exemple,

L'ACBF a joué un rôle clé dans la réalisation d'études et l'analyse des impératifs de capacité pour la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et a activement soutenu les développements au sein d'un vaste mécanisme de coordination pour le programme de transformation de l'Afrique.

la Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et le PNUD. ●

Élargir et approfondir notre travail en Afrique

Ce trimestre, les dirigeants des Comores, de la Gambie, du Ghana et du Libéria ont renouvelé leur engagement en faveur du renforcement des capacités

Le deuxième trimestre de 2017 a été une montagne russe pour la Fondation dans la recherche de moyens pour renforcer l'équation du renforcement des capacités en Afrique, à travers des sessions très productives avec les dirigeants des Comores, de la Gambie, du Ghana et du Libéria, lesquels ont renouvelé leur engagement de faire du renforcement des capacités un élément central de leurs trajectoires de développement.



ENVOL : L'ACBF A ÉTENDU SES SESSIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS À TRAVERS L'AFRIQUE AU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

Libéria

En avril, la présidente libérienne, S.E. Ellen Johnson Sirleaf, a félicité la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) pour les résultats qu'elle obtient dans ses initiatives de renforcement des capacités à travers le continent, ajoutant qu'elle soutiendrait l'organisation dans sa quête de ressources pour aider les gouvernements africains à élaborer, conserver et utiliser les compétences essentielles dont dépendra le développement durable du continent.

L'engagement de la Présidente Sirleaf à soutenir les efforts de renforcement des capacités au Libéria et en Afrique a été pris au Palais présidentiel, à Monrovia, lors d'une réunion de travail avec le Secrétaire exécutif de l'ACBF, Pr. Emmanuel Nnadozie.

Passant en revue les récentes initiatives de l'ACBF en Afrique en général et au Libéria en particulier afin de trouver des moyens de renforcer l'efficacité des programmes, Mme Sirleaf a déclaré qu'elle était particulièrement satisfaite de la réalisation de l'initiative Empowering Women in Agriculture (EWA) dont elle est championne et qui a été initiée par l'ACBF en 2012 avec d'autres partenaires en vue de renforcer les capacités des agricultrices et de promouvoir leur accès aux terres agricoles, au financement des projets, à la technologie, aux connaissances et aux opportunités de communication en agriculture. Selon elle, le lancement récent du projet pilote en Tanzanie « est un signe de progrès » et l'ACBF devrait faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la continuité de ladite initiative.

S'adressant à la presse après avoir présenté les plans précis de l'ACBF pour soutenir le programme de développement de la République du Libéria et obtenir le soutien du Libéria pour plaider la cause de l'ACBF auprès des organisations de financement, Pr. Nnadozie a déclaré : « Le rôle exemplaire de la présidente Ellen Johnson Sirleaf dans la défense de plusieurs causes africaines a été un facteur qui nous a motivés à lui demander de nous



Moment d'échange entre S.E. Ellen Johnson Sirleaf, la Présidente du Libéria (à g.) et le Secrétaire exécutif de l'ACBF, Pr. Emmanuel Nnadozie

aider à soutenir notre appel global au l'appui au renforcement des capacités en Afrique.

« Comme vous avez pu le lire dans nos différents rapports, les preuves abondent que la seule chose cruciale qui puisse retarder considérablement les progrès de l'Afrique vers une croissance et un développement inclusifs durables est l'insuffisance de compétences appropriées dans les secteurs très importants de la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM). »

Pr. Nnadozie a remercié la Présidente Sirleaf pour son soutien et pour les directives qu'elle a données au Ministre des Finances et de la Planification du Développement du Libéria pour honorer les promesses du pays en appui au travail de la Fondation. En fait, une réunion entre le ministre des Finances et de la planification du développement, l'honorable Boima S. Kamara, et le chef de l'ACBF était rassurante.

« Nous veillerons à ce que vous demeuriez une entité viable qui pousse l'Afrique vers l'autosuffisance, la création d'emplois durables et une meilleure qualité de vie pour tous les Africains », a déclaré le ministre Kamara au Secrétaire exécutif de l'ACBF.

Ghana

Toujours en avril, le vice-président du Ghana, S.E. Dr. Mahamudu Bawumia, a souligné le rôle central du renforcement des capacités dans la transformation de l'Afrique, félicitant la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) d'avoir rempli son mandat d'offrir un appui technique et des connaissances de pointe aux pays et institutions d'Afrique pour stimuler le développement durable du continent. S.E. Dr. Bawumia a fait ses commentaires lors d'une audience récente qu'il a accordée au Secrétaire exécutif de la Fondation, Pr. Emmanuel Nnadozie, à Accra, la ville qui abrite le bureau régional de l'ACBF pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Décrivant l'ACBF comme « une institution panafricaine bien connue qui a accompli d'énormes œuvres grâce à ses investissements dans le renforcement des capacités sur le continent », le vice-président ghanéen a déclaré que le renforcement des capacités institutionnelles et humaines de l'Afrique en vue de réaliser les objectifs de développement du continent était de la plus haute importance. Par conséquent, a-t-il noté, il était urgent que les États membres de l'ACBF honorent leurs engagements de répondre à tous les besoins financiers du nouveau Plan stratégique de la Fondation afin que la Fondation poursuive son indispensable mandat.

« Mon pays jouera donc un rôle de premier plan dans la promotion des activités de la Fondation qui sont essentielles au développement de l'Afrique », a-t-il déclaré.

C'est un Secrétaire exécutif rassuré de l'ACBF qui a remercié les dirigeants ghanéens pour l'engagement du pays envers les précédents plans stratégiques de la Fondation et son engagement envers le plan stratégique actuel de l'ACBF (2017-2021) qui repose sur les quatre piliers stratégiques suivants : priorités de développement continental, aider les pays à obtenir des résultats tangibles en matière de

développement, renforcer les contributions du secteur privé et de la société civile au développement durable et tirer parti des connaissances et de l'apprentissage pour accroître l'efficacité du développement en Afrique.

Pr. Nnadozie a déclaré que la valeur totale des contributions financières versées par les États membres pour la mise en œuvre du programme de la Fondation a atteint 20% du financement requis pour l'ACBF au cours de la période stratégique 2012-2016, mais que « de telles contributions continuent d'être décisives car elles démontrent l'engagement des États membres et contribuent à mobiliser des ressources auprès d'autres donateurs.

La demande de l'ACBF aux États membres d'honorer leurs promesses s'inscrit clairement dans notre approche novatrice consistant à investir davantage dans le renforcement des capacités sous forme de dons, à fournir des services plus stratégiques aux États membres, notamment des services de renforcement des capacités et la mobilisation conjointe des ressources pour des activités de renforcement des capacités, ce qui se traduirait par des moyens plus bénéfiques et plus durables



S.E. Dr. Mahamudu Bawumia, vice-président du Ghana, a félicité l'ACBF pour avoir fourni un soutien technique et de connaissances de haut niveau aux pays africains

d'améliorer le développement en cette période critique », a-t-il ajouté.

L'ACBF soutient certaines des institutions clés au Ghana afin de renforcer les capacités pour le développement du pays. Il y a entre autres : le Centre d'analyse des politiques (CEPA), l'Institut d'analyse et de recherche en politique économique du Ghana (GEPARI), l'Institut de recherche statistique, sociale et économique (ISSER) basé à l'Université du Ghana, et l'Institut pour la gouvernance démocratique (IDEG). Le soutien vise à renforcer les capacités techniques et institutionnelles des organisations.

Le pays a également bénéficié de l'appui de l'ACBF à des projets régionaux tels que le Fonds africain de développement des femmes (AWDF), l'Institut monétaire ouest-africain (IMAO), le Programme de formation à la gestion du secteur public (PSMTP), basé à l'Institut ghanéen de gestion et d'administration publique (GIMPA) et le programme de formation en gestion des politiques économiques, basé au Département d'économie de l'Université du Ghana.

Comores

En mai, un nouveau centre de politique pour aider le gouvernement des Comores à franchir rapidement des étapes dans son plan pour devenir une économie émergente d'ici 2040 ainsi qu'une initiative pour évaluer les besoins institutionnels et humains du pays pour atteindre ses objectifs de développement, ont été lancés dans la capitale de cette nation de l'océan Indien.

Cette évolution fait suite à trois jours de rencontres intensives sur le renforcement des capacités entre le gouvernement des Comores et une équipe de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) dirigée par son Secrétaire exécutif, le professeur Emmanuel Nnadozie.

Le Centre comorien d'analyse et de recherche sur les politiques publiques, lancé ce week-end à Moroni avec l'appui technique et financier de l'ACBF, aide le pays à faire des progrès importants dans sa Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCA2D) en concevant, analysant et évaluant les politiques économiques et sociales pertinentes.

Le think tank renforcera les capacités institutionnelles et

humaines du pays pour élaborer et mettre en œuvre des politiques, améliorer les processus d'information destinés à soutenir SCA2D et promouvoir la participation multipartite dans la dynamique du développement grâce au dialogue entre les secteurs public et privé et la société civile.

« Nous espérons que cet investissement sera catalytique et attirera d'autres donateurs », a déclaré Pr. Nnadozie, étant optimiste quant à l'avenir des Comores, qu'il décrit comme un pays très engagé dans son renforcement des capacités.

Une telle ambition est extrêmement importante pour l'Afrique en tant que continent, lequel souffre encore d'une pénurie aiguë de Think Tanks qu'il considère comme des « outils

d'aide indispensables à la prise de décision ». Une comparaison entre le nombre de think tanks sur les politiques publiques en Afrique sub-saharienne et celle des États-Unis seulement est extrêmement révélatrice de la lacune du continent en matière de développement. Les États-Unis, en tant que pays, comptent 1835 de ces think tanks alors que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne n'en compte que 615.

La pénurie aiguë des centres de recherche pour aider les pays à formuler et mettre en œuvre des politiques est encore aggravée par les capacités limitées de l'Afrique à faire face aux défis actuels du développement mais aussi par la compréhension limitée de ces besoins.

Ceci explique pourquoi



LA VIEILLE MOSQUÉE DU VENDREDI À MORONI, CAPITALE DES COMORES, CONSTRUITE EN 1427, EST DEVENUE UN SYMBOLE DE LA CAPITALE ET UNE ATTRACTION TOURISTIQUE



Le président des Comores, S.E. Azali Assoumani et son gouvernement se sont engagés à travailler avec l'ACBF pour améliorer les déficits de capacités institutionnelles et humaines dans le pays.

l'ACBF a également misé sur la mission aux Comores pour s'associer au gouvernement comorien dans le lancement d'une étude sur les besoins de capacités de développement du pays.

Le président Azali Assoumani, le vice-président Ahmed Saïd Hassani Djaffar et leurs collaborateurs, qui ont eu des sessions de travail avec la délégation de l'ACBF à Moroni, ont fait savoir qu'ils étaient bien conscients du manque de capacités institution-

nelles et humaines du pays pour réaliser ses plans de développement et se sont engagés à travailler avec la Fondation pour améliorer la situation.

Les deux parties ont convenu que pour que les Comores fassent le grand pas vers l'émergence, le pays doit améliorer ses capacités intérieures. Ils ont convenu que l'un des principaux moyens d'y parvenir sera de changer les mentalités, surtout en ce qui concerne

le paiement des impôts.

Cela nécessitera une amélioration du leadership à tous les niveaux et un engagement sérieux avec les communautés.

Ce qui est urgent pour le pays, c'est qu'il s'engage résolument dans une vaste campagne de renforcement des capacités pour répondre aux attentes légitimes des populations en créant les conditions d'une croissance inclusive, forte et durable », a déclaré le chef de l'ACBF.

La Gambie

En juin, le président Adama Barrow a été élu pour accueillir les autorités de l'ACBF, dirigées par le Secrétaire exécutif de la Fondation, le professeur Emmanuel Nnadozie, afin de soutenir les efforts de transformation en cours en Gambie.

Les échanges avec le président et les membres de son gouvernement, entre autres la vice-présidente Fatoumata Tambajang et le ministre des Finances et membre du Conseil des gouverneurs de l'ACBF, l'Honorable Amadou Sanne, étaient riches et précis.

Comment l'ACBF contribuera-t-elle au nouveau plan de développement de la Gambie ? Quels sont les besoins en capacités du pays pour tourner la page et s'engager sur la voie de la transformation ? Toutes ces questions ont été réglées en détail en prévision d'une étude d'évaluation des besoins de capacités qui devait commencer peu après.

C'était une mission de concordance totale sur le rôle clé que le renforcement des capacités doit jouer dans le programme de transformation de l'Afrique en général et celui de la Gambie en particulier.

« Les problèmes récents de la Gambie sont des problèmes africains, qui nécessitent des solutions africaines », a déclaré le Président Barrow, qui a spécifiquement mentionné le besoin de réformes de la fonction publique et de renforcement des capacités dans son pays.

« Je compte sur les institutions africaines telles que l'ACBF



Le nouveau Président gambien, S.E. Adama Barrow (à g.), est sûr que le travail du Pr. Nnadozie (à d.) et son équipe changera la donne dans les efforts de transformation de son pays

pour faire avancer le programme de mon gouvernement », a observé le président Barrow.

« Le programme de transformation de l'Afrique est le leitmotiv de l'ACBF et il n'y a pas de meilleur endroit pour atteindre cet objectif qu'en Gambie, laquelle connaît un vent de changement historique à la fois comme une démocratie naissante et comme nation pour amener le développement à son peuple », a déclaré Pr. Nnadozie, qui avait auparavant félicité le président Barrow et son gouvernement pour leur accession au pouvoir, ainsi que pour leur détermination à transformer le pays.

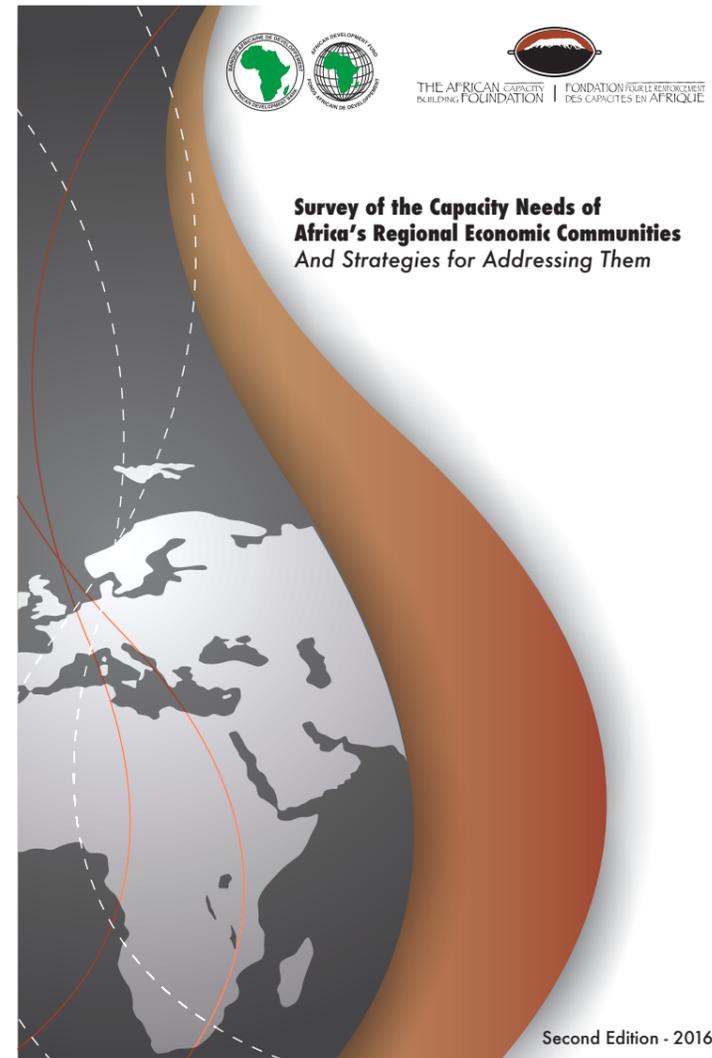
« Nous sommes d'avis avec le gouvernement de la Gambie qu'une révolution de la gouvernance,

notamment par des réformes solides de la fonction publique et des institutions, ainsi que par la réorganisation et la rétention des ressources humaines, sont les points de départ de la transformation souhaitée. »

La délégation de l'ACBF s'est également entretenue avec le président de la Chambre de commerce et d'industrie de la Gambie (GCC), M. Muhamed Jagana, et le gouverneur de la Banque centrale du pays, M. Bakary Jammeh. Alors que la session de travail avec M. Jagana a permis de comprendre le rôle crucial que le secteur privé doit jouer dans le soutien au développement de la Gambie, la discussion avec le Gouverneur Jammeh s'est concentrée sur le renforcement des capacités du personnel de la Banque, comme l'ACBF l'a fait dans le passé pour améliorer sa contribution au développement. ●

Enquête sur les besoins en capacités des communautés économiques régionales africaines et stratégies pour y remédier

Le rapport, lancé lors du 4e Sommet des Think Tanks Africains en avril, établit que malgré des progrès notables enregistrés dans certains domaines, les interventions de renforcement des capacités au cours des dernières années ont été largement fragmentées et réactives, et n'ont donc pas été aussi efficaces que voulu pour répondre aux besoins de capacités des communautés économiques régionales (CER). Les approches de formation, par exemple, sont souvent de nature ponctuelle, sans une compréhension claire et complète de l'impact attendu.



En termes de gestion interne des CER, l'étude note le manque de coordination avec les départements et les unités qui ont tendance à fonctionner en silos.

Un constat plus préoccupant est la dépendance excessive des CER à l'égard des ressources externes pour le financement non seulement des activités de renforcement des capacités, mais même pour l'ensemble des activités des organisations, rendant précaires leurs interventions de coordination du développement.

C'est dans ce contexte que le rapport recommande aux CER d'accorder une attention particulière au renforcement de leurs capacités internes en élaborant des stratégies novatrices de planification, de mobilisation et d'utilisation des ressources. À cet égard, le livre recommande aux CER d'établir un fonds fiduciaire grâce aux contributions des États membres et des partenaires au développement, un modèle qui fonctionne déjà bien pour la CÉDÉAO, où un prélèvement de 1,5% des droits de douane est appliqué pour la collecte de ces fonds, il en résulte une cagnotte de plus de 630 millions de dollars par an pour financer des programmes d'intégration en Afrique de l'Ouest.

L'étude suggère également que les CER uniformisent la formation de leur personnel et de leurs collaborateurs dans tous les projets qu'ils mettent en œuvre, afin de combler les lacunes de capacités du personnel travaillant sur des projets spécifiques. ●

<http://bit.ly/2x0OYTW>

Transformer l'agro-industrie, le commerce et le leadership :

une évaluation des besoins en capacité de la chaîne de valeur du thé au Kenya



CUEILLETTE DU THÉ AU KENYA : LE THÉ JOUE UN RÔLE PRÉPONDERANT DANS LES RECETTES D'EXPORTATION ET LA CRÉATION D'EMPLOIS AU KENYA. LE RAPPORT SPONSORISÉ DE L'ACBF VISE À AMÉLIORER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET HUMAINES DE LA CHAÎNE DE VALEUR DU THÉ

Publié en juin 2017, ce rapport, fruit d'un partenariat entre l'Institut kényan de recherche et d'analyse des politiques publiques et la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique, analyse les capacités institutionnelles et humaines de la chaîne de valeur du thé au Kenya.

Cela est dû à la nécessité d'entreprendre des actions de transformation nécessaires pour améliorer la productivité du sous-secteur et contribuer à la croissance économique et au développement du pays. Le programme de transfor-

mation vise également à renforcer le commerce agroalimentaire et la compétitivité internationale, comme le prévoit la Vision 2030 du Kenya.

L'objectif de cette étude était donc d'identifier les défis de capacités critiques dans l'agroalimentaire et le commerce pour améliorer la compétitivité du sous-secteur du thé. Plus précisément, il s'agissait d'examiner les stratégies, politiques, pratiques et défis nationaux en matière d'agro-industrie, de commerce et de leadership. Deuxièmement, fournir

une analyse de la situation saine du secteur agroalimentaire du Kenya par rapport aux capacités commerciales et de leadership. Troisièmement, fournir des données de référence pour évaluer les progrès du renforcement des capacités du Kenya et, enfin, évaluer et analyser le statut et les lacunes de la Division de la transformation du secteur public (PSTD) et de la capacité des autres institutions concernées à mettre en œuvre les réformes dans la chaîne de valeur du thé. ●

<http://bit.ly/2x1EhAj>



THE AFRICAN CAPACITY BUILDING FOUNDATION | FONDATION POUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN AFRIQUE

Securing Africa's future through capacity development | Assurer l'avenir de l'Afrique en renforçant les capacités

À l'ACBF, nous portons une attention particulière aux États africains confrontés à de sérieux défis



Conflits et bouleversements politiques



Catastrophes naturelles



Difficultés économiques sérieuses



Sur la base de notre expérience inégalée et de notre connaissance experte des besoins en capacités de l'Afrique, nous sommes les mieux placés pour fournir aux pays des services consultatifs fondés sur des preuves pour renforcer les capacités et le leadership transformationnel nécessaires pour atténuer les effets de ces défis.

Contactez-nous aujourd'hui à root@acbf-pact.org

www.acbf-pact.org